



L'OCG a présenté sa saison 2020-2021, dont **Estelle Revaz** est l'une des solistes invités
Culture, page 17

Édouard Philippe joue son avenir politique au Havre, lors du second tour des municipales
Monde, pages 12-13



Suisse

Monde
Economie
Culture
La der

Accords bilatéraux en danger

Keller-Sutter réunit patrons et syndicats pour battre l'UDC

La ministre sort l'artillerie lourde pour contrer l'initiative qui veut la fin de la libre circulation. Un lancement de campagne fort en symboles.

Florent Quiquerez Berne

C'est l'un des scrutins majeurs de cette décennie. Le 27 septembre, les Suisses devront dire s'ils acceptent l'initiative de l'UDC qui veut en finir avec la libre circulation des personnes. Un oui aurait comme conséquence «la chute de tous les accords bilatéraux avec l'Union européenne, en raison de la clause guillotine», affirme Karin Keller-Sutter, ministre en charge du dossier. Un scénario catastrophe que le Conseil fédéral veut à tout prix éviter. «L'UE est notre premier partenaire, et de loin, martèle la Saint-Galloise. Mettre fin aux bilatérales n'est pas une bonne solution, encore moins en cette période de crise. Les entreprises ont besoin de stabilité.»

Le coronavirus ayant bouleversé la donne, la ministre lançait ce lundi pour la deuxième fois la campagne du non. Et alors que l'exercice de février avait été marqué par plusieurs couacs, la conseillère fédérale a fait cette fois une véritable démonstration de force.

Chacun joue sa partition

Il y a quatre mois, Karin Keller-Sutter était bien seule face aux médias, puisqu'elle n'était flanquée que du président de la Conférence des gouvernements cantonaux, Benedikt Wüthrich (SG). Deux représentants de la Suisse orientale pour une problématique qui touche de plein fouet l'arc lémanique et le Tessin, voilà qui était surprenant. En février, la fameuse rente-pont battait de l'aile aussi, et la politique européenne de la Suisse était larvée par les discussions sur l'accord-cadre et les bisbilles partisanes.

Quelle différence cette fois! Karin Keller-Sutter s'est directement adressée aux Tessinois et a réussi à réunir sur un même podium Adrian Wüthrich, de Travail Suisse, Hans-Ulrich Bigler, de l'Union suisse des arts et métiers (USAM), Pierre-Yves Maillard, de l'Union syndicale suisse, et Valen-



L'image doit marquer les esprits: Karin Keller-Sutter est entourée des représentants des deux plus grandes associations patronales et syndicales du pays. KEYSTONE

«Le partenariat social est une des raisons du succès de la Suisse»

Karin Keller-Sutter
Conseillère fédérale

tin Vogt, de l'Union patronale suisse. Soit les représentants des deux plus grandes organisations patronales et syndicales du pays. Rien que cela. L'image est forte, car comme l'a bien rappelé la Saint-Galloise: «En 2014, lors de l'initiative contre l'immigration de masse, cette union n'existait pas. Or le partenariat social est une des raisons du succès de la Suisse.»

Les quatre ténors n'étaient pas là pour faire de la figuration. Car la rente-pont qui vacillait en février a trouvé une majorité au parlement. Elle s'appelle désormais prestation transitoire, mais elle garantit toujours aux travailleurs âgés de ne pas sombrer dans l'aide sociale en cas de chômage. Elle permet aussi aux patrons et aux syndicats de présenter un front uni contre l'initiative de l'UDC. Il a fallu tordre le bras à certains garants du libéralisme pour faire passer cette avancée sociale sous la Coupole; et on reconnaît ici l'habileté de Karin Keller-Sutter à tisser des compromis

avec la gauche. Une suite logique du duo qu'elle formait avec Paul Rechsteiner, ancien patron de l'USS, et Saint-Gallois comme elle.

Cette union retrouvée des partenaires sociaux permettait à chacun de jouer sa partition. «Cette initiative est un danger pour la place économique, a expliqué Hans-Ulrich Bigler. La fin de la libre circulation ne fera pas baisser le chômage. Au contraire, l'initiative risque de couper les PME d'un important bassin de recrutement de main-d'œuvre spécialisée.» Et Valentin Vogt de rappeler que le marché de l'UE, c'est la Suisse. «L'approche bilatérale a permis de donner une impulsion économique, après plusieurs années difficiles qui ont suivi le non à l'Espace économique européen en 1992.»

Du côté des syndicats, on estime que la libre circulation a permis de réguler l'immigration, grâce aux mesures d'accompagnement qui évitent le dumping salarial. «Abolir ces mesures d'ac-

compagnement, c'est le but non avoué de l'UDC», a lancé Pierre-Yves Maillard. Pour le conseiller national, le parti cherche uniquement à déréguler et à faire pression sur les salaires. Et Adrian Wüthrich de rappeler que le marché du travail n'a jamais été aussi contrôlé que depuis l'entrée en vigueur de la libre circulation.

Une maison sans murs

Dans cette mécanique bien huilée, les cinq intervenants du jour ont soigneusement évité de prononcer un mot: «accord-cadre». Censé renouveler et assurer la poursuite des bilatérales, ce dernier est pourtant au cœur de nos relations avec l'Union européenne. Mais c'est aussi un sujet qui fâche sous la Coupole. Interrogée à ce sujet, Karin Keller-Sutter s'est empressée de dire qu'il ne fallait pas mélanger les deux objets. Mais une chose est sûre, selon elle: un oui à l'initiative tuerait l'accord-cadre. «Vous ne pouvez pas mettre un toit sur une maison qui n'a plus de murs.»

Interview

«Seule l'UDC défend les travailleurs»

Thomas Aeschi, c'est l'union sacrée contre votre initiative. Ça vous fait peur?

Non, c'est une configuration que nous connaissons. Nos opposants avancent souvent de faux arguments pour tenter de convaincre. Le seul parti qui défend vraiment les travailleurs de ce pays, c'est l'UDC. Des études ont montré que quatre cinquièmes des étrangers qui sont embauchés en Suisse le sont parce qu'ils coûtent moins cher. La libre circulation tire les salaires vers les bas et concurrence la main-d'œuvre indigène. C'est ça, la réalité. Notre initiative est donc un rempart au chômage.

Les patrons disent que la libre circulation est bonne pour l'économie et les syndicats qu'elle offre une meilleure protection des salaires. Ils mentent?

M. Maillard oublie de dire que les mesures d'accompagnement sont régulièrement violées. Cela montre bien que la libre circulation est une porte d'entrée pour faire pression sur les salaires. La limitation de l'immigration, au contraire, permet de maintenir les salaires suisses à un niveau élevé. M. Vogt, lui, omet de dire que si la libre circulation est bénéfique pour l'économie, ce sont uniquement les «top managers» – souvent étrangers d'ailleurs – et les actionnaires qui en profitent. La preuve, c'est que le PIB par habitant n'a pratiquement pas bougé ces dernières années.

La crise du coronavirus va-t-elle vous aider dans cette campagne?

Je laisse aux analystes politiques le soin de répondre. L'UDC est persuadée que la libre circulation est un mauvais concept. Notre pays ne peut pas absorber de nouveau un million d'habitants de plus ces treize prochaines années. Le ralentissement économique provoqué par cette pandémie a eu pour effet de laisser 156'000 salariés suisses sans travail. Et pourtant, durant le seul mois d'avril, 10'000 ressortissants UE supplémentaires ont afflué sur notre marché du travail. Pourquoi? Parce que le système social y est meilleur. Quelle que soit la situation économique de notre pays, l'immigration se poursuit inexorablement. Il faut reprendre le contrôle. **F.QZ**